

Kinshasa et Bruxelles se frappent à tour de rôle là où cela fait mal

RD CONGO/ BELGIQUE La brouille s'aggrave entre les deux pays

► La République démocratique du Congo oblige la compagnie aérienne belge Brussels Airlines à réduire ses fréquences de vol vers Kinshasa.

► Il y a deux semaines, les autorités congolaises avaient déjà signifié à Bruxelles leur volonté de fermer la « Maison Schengen » de Kinshasa.

ECLAIRAGE

La brouille s'aggrave entre Bruxelles et Kinshasa et la RDC et on assiste à un chassé-croisé de mesures : après avoir appris par voie de presse la décision de réallouer 25 millions d'euros d'aide directe, Kinshasa a décidé de fermer l'agence de coopération Enabel, qui a succédé à la coopération technique belge et de suspendre les activités de la maison Schengen dispensatrice de visas pour les pays membres.

Ce lundi, alors que l'ambassadeur de Belgique a été rappelé en

consultation à Bruxelles, Kinshasa a décidé de frapper là où cela fait mal, en une journée particulièrement sensible : la compagnie SN Brussels Airlines, au moment même où elle défendait auprès de Lufthansa la « valeur ajoutée » de ses connexions africaines, a appris que ses fré-

quences sur Kinshasa seraient, dès le 5 février, réduites de sept à quatre par semaine. A ce coup dur, s'en ajoute un autre : Kinshasa a décidé de fermer les représentations consulaires belges à Lubumbashi et Goma tandis que sera fermé également le consulat congolais à Anvers.

La symbolique de ces décisions est évidente : elles traduisent la glaciation progressive des relations diplomatiques

entre les deux Etats. On peut cependant se demander qui souffrira le plus, des Congolais « de base » qui souhaitent voyager dans l'ancienne métropole ou certains secteurs très précis, mais limités, de l'économie de notre pays.

Cette détérioration progressive des relations est le fruit d'une longue évolution. Au fur et à mesure qu'il se confirmait que Kinshasa souhaitait repousser

l'échéance électorale et tenter le « glissement » Bruxelles est apparue comme la caisse de résonance de l'opposition. Cette dernière s'est rassemblée à Genval en 2016 déjà, avec l'aval des Affaires étrangères, et depuis lors, des personnalités comme Moïse Katumbi et son porte-parole Olivier Kamitatu, entre autres, ont fait de Bruxelles leur quartier général. Kinshasa y a décelé des affinités voire des soutiens politiques en oubliant que la première cause de l'exil de l'ancien gouverneur du Katanga est le fait qu'un mandat d'arrêt contesté l'empêche de rentrer dans son pays...

Plus profondément, Kinshasa s'agace depuis longtemps de la visibilité de la politique belge à l'égard de la RDC. Le temps n'est plus où les Belges pratiquaient modestement la politique du « leading from behind », tentant d'influencer les partenaires européens depuis les coulisses. Didier Reynders, sans complexes, a fait valoir à la fois l'expertise et les principes, en plaçant Koen Vervaeke au poste de directeur général pour l'Afrique du service européen pour l'action extérieure et Bart Ouvry au poste de

représentant de l'Union européenne à Kinshasa tandis que la « maison Schengen » était gérée par des fonctionnaires belges.

La symbolique de ces décisions est évidente : elles traduisent la glaciation progressive des relations diplomatiques entre les deux Etats

Alors que la situation politique se tendait à Kinshasa, le pouvoir eut le sentiment que les Belges se montraient d'autant plus intransigeants que leurs intérêts économiques étaient plus réduits que ceux d'autres partenaires européens, (la France et l'Espagne entre autres), qu'ils contrôlaient plusieurs postes clés et avaient été les instigateurs des sanctions ciblées visant des personnalités proches de la présidence.

La suite est connue, tristement prévisible : du temps de Mobutu déjà, la Belgique servait de bouc émissaire, tenue pour responsable des sanctions internationales sinon de la crise elle-même et d'une époque à l'autre les chantres du nationalisme ombrageux se succèdent, quand ils ne sont pas les mêmes... ■

COLETTE BRAECKMAN